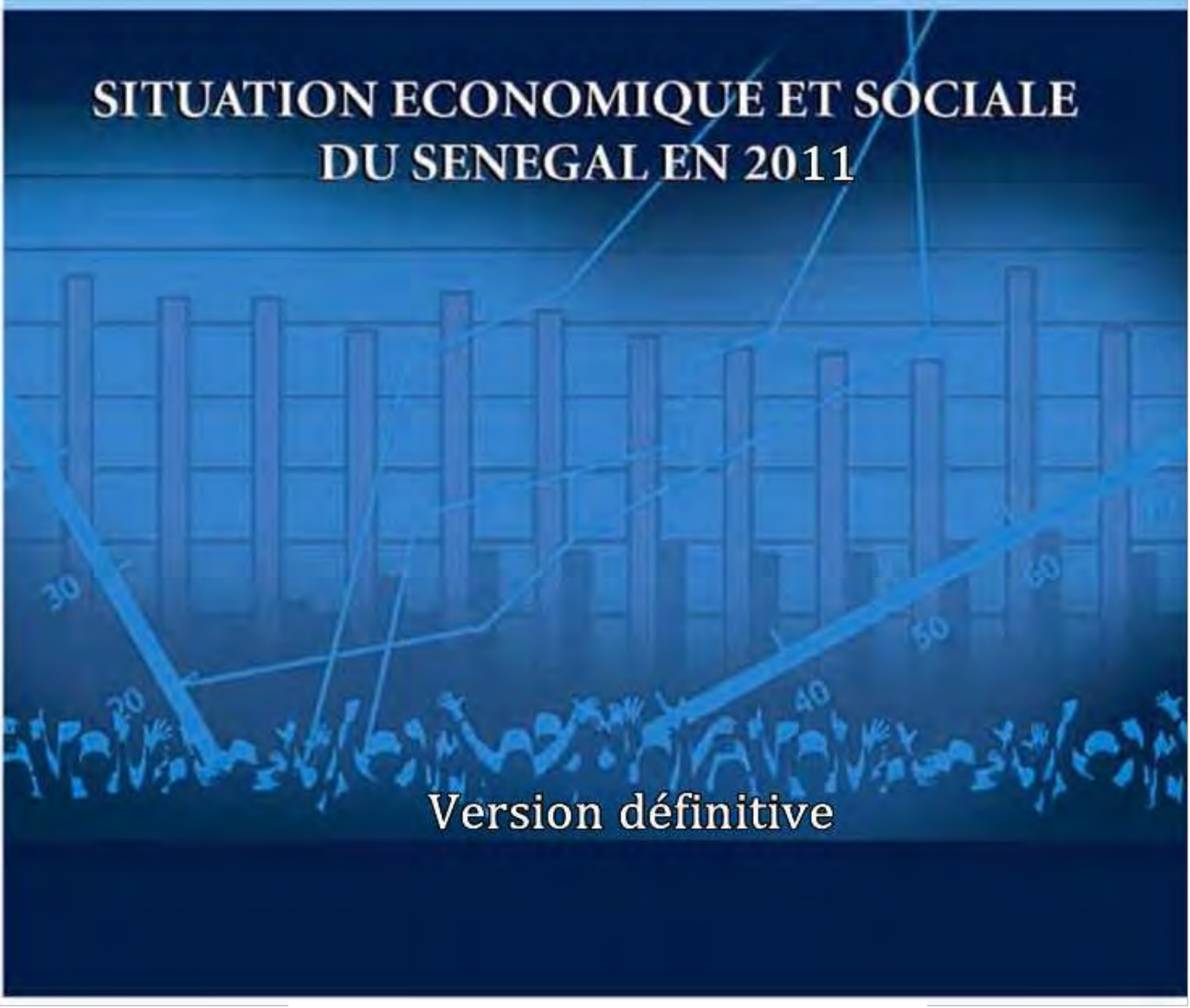
ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2011



Version définitive

FEVRIER 2013

Directeur Général, Directeur de publication	Babakar FALL
Directeur Général Adjoint	Mamadou Falou MBENGUE
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mamadou Alhousseynou SARR
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	Cheikh Tidiane NDIAYE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines	Dame DIA
Agent Comptable Particulier (ACP)	El Hadji Amadou DIOP YAGUE
Chef par intérim de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale	Mam Siga NDIAYE

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Hamidou BA, Mamadou BAH, Baba NDIAYE,
Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Hamidou BA
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouth DIOUF
2. MIGRATION INTERNATIONALE	Madon AWISSI & Awa CISSOKO
3. EDUCATION	Samba NDIAYE & Adjibou Oppa BARRY
4. EMPLOI	Nalar K. Serge MANEL & Jean Rodrique MALOU
5. SANTE	Abdou GUEYE & Atoumane FALL
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOUM
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aïda FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Samba NDIAYE & Momath CISSE
9. AGRICULTURE	Fodé DIEME
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
11. ELEVAGE	Modou Ndour FAYE
12. PECHE MARITIME	Astou DAKONO
13. TRANSPORT	Idrissa DIAGNE
14. TOURISME	Adama SECK
15. BTP	Fahd NDIAYE
16. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Maxime NAGNONHOU
17. INSTITUTIONS FINANCIERES	Mody DIOP
18. COMMERCE EXTERIEUR	Daouda BALLE
19. COMPTES ECONOMIQUES	Ngalgou KANE
20. PRIX A LA CONSOMMATION	Baba NDIAYE
21. FINANCES PUBLIQUES	Madiaw DIBO

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rue de Diourbel X Rue de St-Louis - Point E - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Chapitre IX : AGRICULTURE

Introduction[31]

L'agriculture dispose d'un important potentiel pour contribuer significativement à l'augmentation des revenus des ménages et à la réduction de l'insécurité alimentaire du pays. Aussi, l'Etat a-t-il entrepris des actions pour accroitre la production agricole. Celles-ci, conjuguées à la bonne pluviométrie, ont permis d'atteindre en 2008, 2009 et 2010 de bonnes performances.

En revanche, la campagne 2011/2012 n'a pas été satisfaisante. Les productions des principales spéculations ont enregistré des baisses considérables. Cette situation drastique est due à la mauvaise pluviométrie enregistrée ainsi qu'au retard noté dans la mise en place des engrais subventionnés et de leur insuffisance.

Ce chapitre rappelle les orientations stratégiques adoptées par l'Etat pour le développement du secteur et décline les actions entreprises pour soutenir les agriculteurs. Par la suite, il dresse le bilan de la pluviométrie de la Campagne agricole 2011/2012. Enfin, les résultats de ladite campagne agricole et les performances macroéconomiques de l'agriculture en 2011 et de la sécurité alimentaire seront récapitulés.

[31] Dans ce chapitre, il est traité de l'agriculture au sens restreint (production végétale).

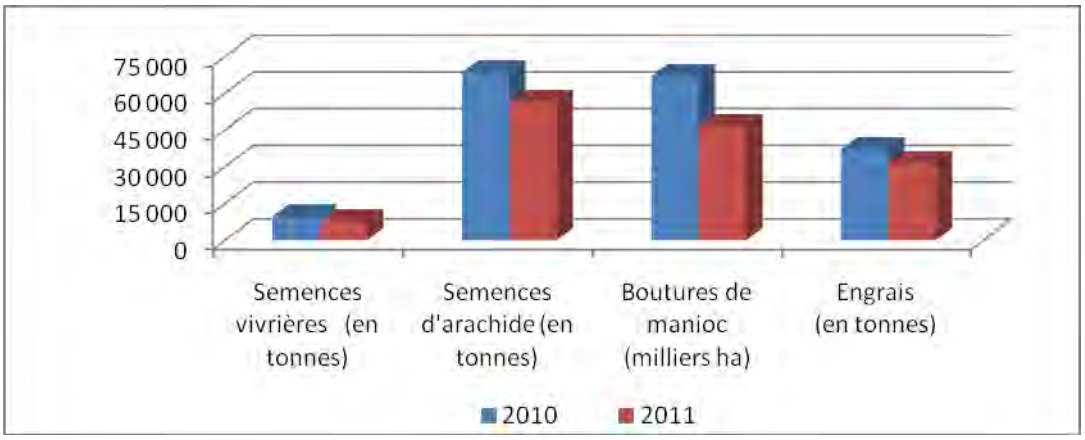
IX.1. ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET ACTIONS ENTREPRISES PAR LE GOUVERNEMENT EN 2011

Au cours de la campagne agricole 2011/2012, le Gouvernement du Sénégal a poursuivi la mise en œuvre des orientations stratégiques définies dans la Loi d'Orientation Agro Sylvo-Pastorale (LOASP). Cette Loi fixe, entre autres, les objectifs, les priorités et les axes stratégiques de la politique de développement agro-sylvo-pastoral. Elle définit également les conditions d'exploitation des ressources, d'organisation des différents acteurs et de mise en œuvre des activités de production. Aussi, constitue-t-elle la base d'élaboration et de mise en œuvre des programmes opérationnels du secteur. Elle est en phase avec les Stratégies de Réduction de la Pauvreté et de Croissance Accélérée.

Les actions initiées par l'Etat ont porté sur la professionnalisation des acteurs, la poursuite de la reconstitution du capital semencier de toutes les espèces en général et de l'arachide en particulier et le soutien aux cultures de décrue. Elles ont trait également à la consolidation et au renforcement des efforts de rééquipement des producteurs et de modernisation de l'agriculture, ainsi qu'à la protection des cultures, des semences et des denrées stockées.

Cependant, les subventions accordées dans le cadre du programme agricole ont été réduites de 35,7% entre 2010 et 2011, en raison des difficultés de trésorerie de l'Etat.

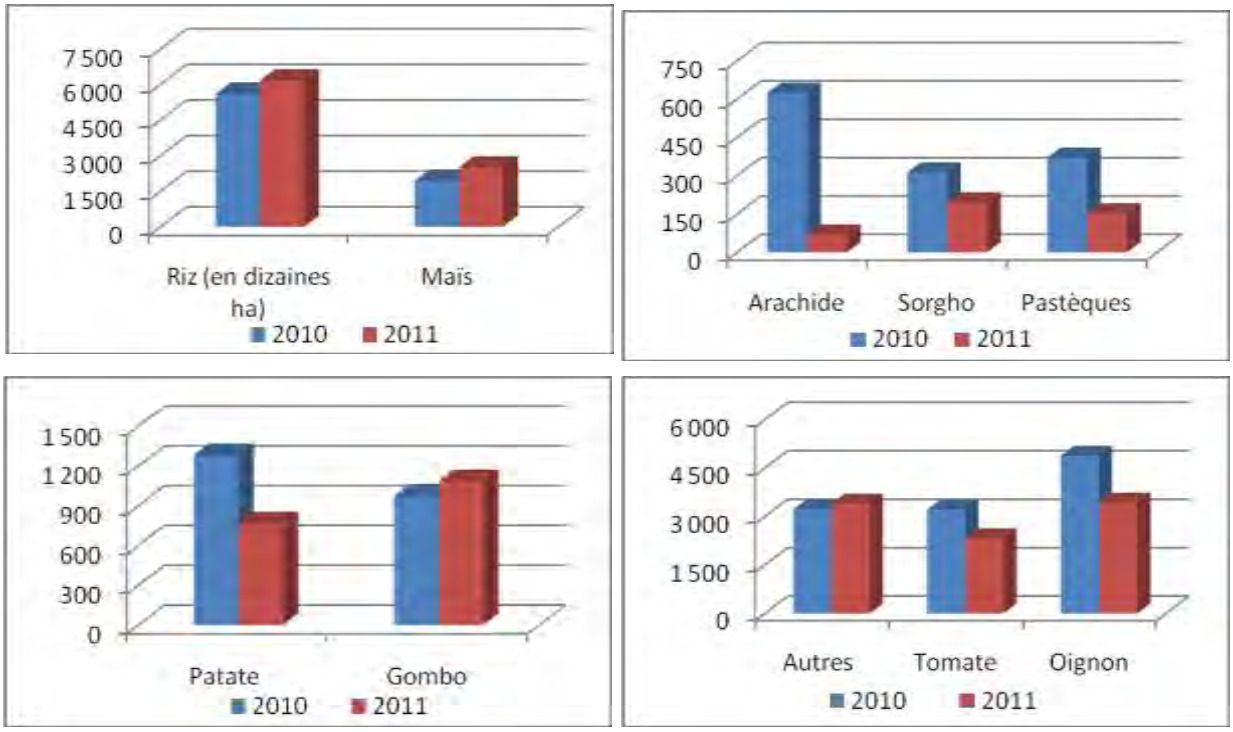
Graphique 9.1 : Evolution des quantités de semences (en tonnes) distribuées par l'Etat



Source : Direction de l'Agriculture (DA)

Au titre de la modernisation de l'agriculture à travers le rééquipement des producteurs, l'Etat a consenti 3,4 milliards FCFA en 2010 ayant servi à l'acquisition de 1400 motoculteurs, 15 moissonneuses/batteuses, 700 faucheuses à riz, 200 polisseurs à riz, 100 décortiqueuses à riz et 20 presses à huile.

Graphique 9.2 : Evolution des superficies mises en valeur par spéculation (en ha)



Source : Société d'Aménagement et d'Exploitation du Delta du fleuve Sénégal (SAED)

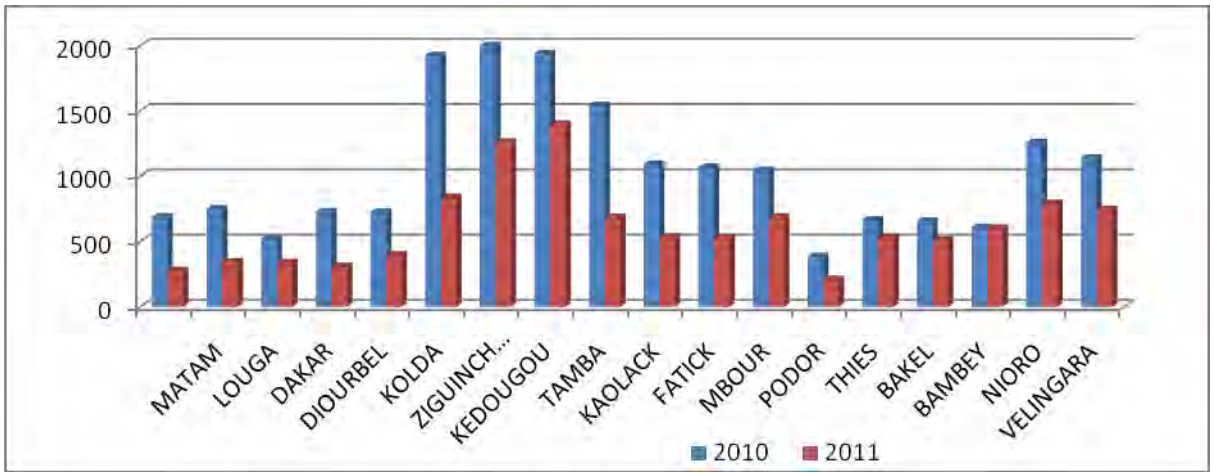
Dans le domaine de l'irrigation, les superficies aménagées au niveau de la Vallée du Fleuve sont évaluées à 114 121 hectares contre 109 977 hectares en 2010, soit une hausse de 3,8%. Les objectifs de 2011 sur les mises en valeur tablaient sur 75 586 hectares, permettant ainsi d'afficher un dépassement de 27,4% en termes relatifs. Le graphique 9.2 ci-dessus donne l'évolution des superficies mises en valeur par spéculation.

IX.2. PLUVIOMETRIE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2011/2012

L'hivernage 2011 s'est distingué de ceux des trois dernières années par un retard d'installation des pluies, leur mauvaise répartition spatio-temporelle et leur arrêt précoce. Au total, la pluviométrie a été globalement insuffisante avec un cumul moyen par station de 597 millimètres contre 829 millimètres en 2010, soit une baisse de 28,0%.

Cette situation a eu un impact négatif sur les résultats de la campagne agricole.

Graphique 9.3 : Cumul de pluies par station (en mm)



Source : Agence Nationale de la Météorologie du Sénégal (ANAMS)

IX.3. PERFORMANCES DU SECTEUR AGRICOLE EN 2011

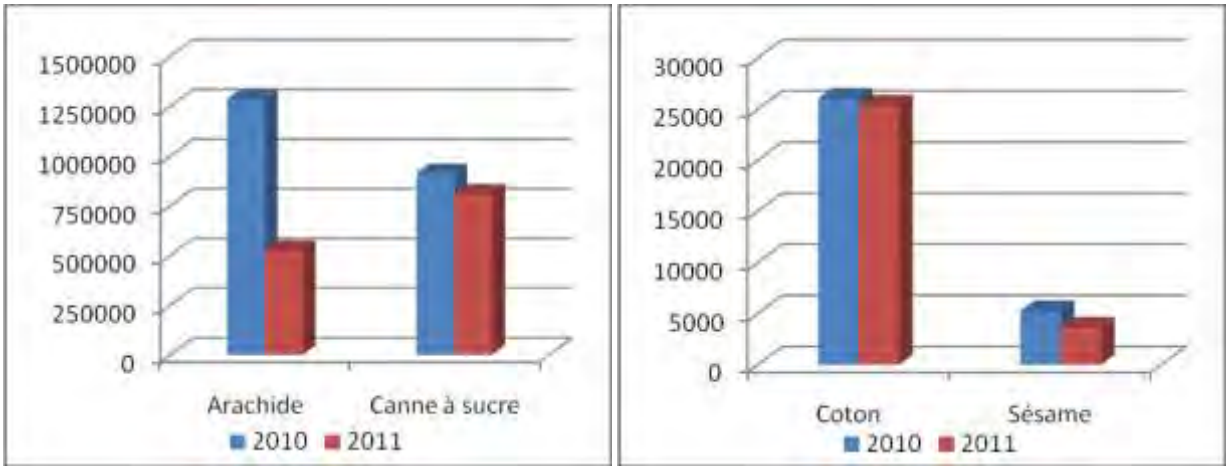
La production agricole de 2011 a connu une baisse notable par rapport à celles des trois années précédentes.

IX.3.1. AGRICULTURE INDUSTRIELLE ET D'EXPORTATION

La production d'arachide s'est établie à 527 528 tonnes, soit une baisse de 59,0% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution résulte d'une diminution des superficies (-27,6%) et des rendements (-43,4%) induite par le déficit pluviométrique qui s'est traduit par une réduction des emblavures, des abandons de parcelles de cultures à la suite des différentes vagues de semis sans succès .

La production de coton a aussi fléchi de 2,6% pour s'établir à 25 367 tonnes, sous l'effet d'une réduction des superficies emblavées (-3,4%) en dépit de l'amélioration des rendements (0,8%). La production de canne à sucre a également été marquée par un repli de 11%.

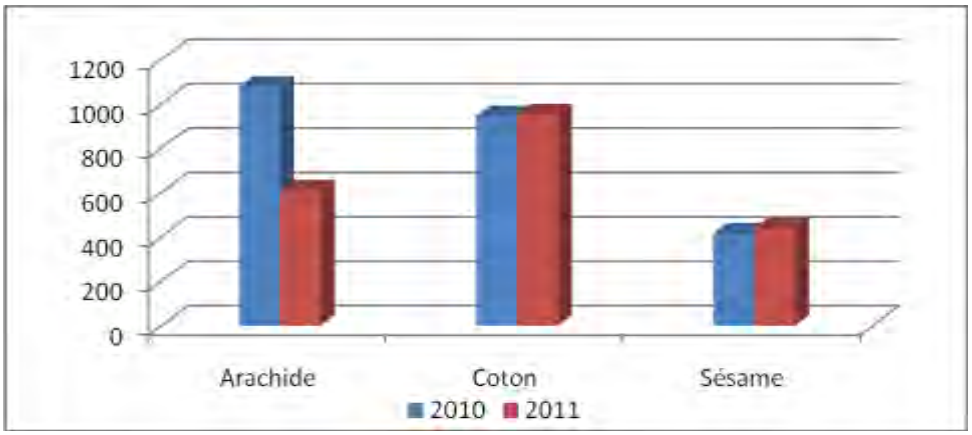
Graphique 9.4 : Productions de l'agriculture industrielle et d'exportation (en tonnes)



Source : DAPS/EAA 2011

Les autres spéculations de l'agriculture industrielle et d'exportation ont vu leurs productions baissées. En particulier, les récoltes de sésame se sont repliées de 30,6% en liaison avec la diminution des superficies (-34,6%) nonobstant l'amélioration des rendements (6,0%). La production de tomate industrielle est demeurée stable par rapport aux résultats de la précédente campagne.

Graphique 9.5 : Evolutions des rendements de l'agriculture industrielle et d'exportation (en kg/ha)

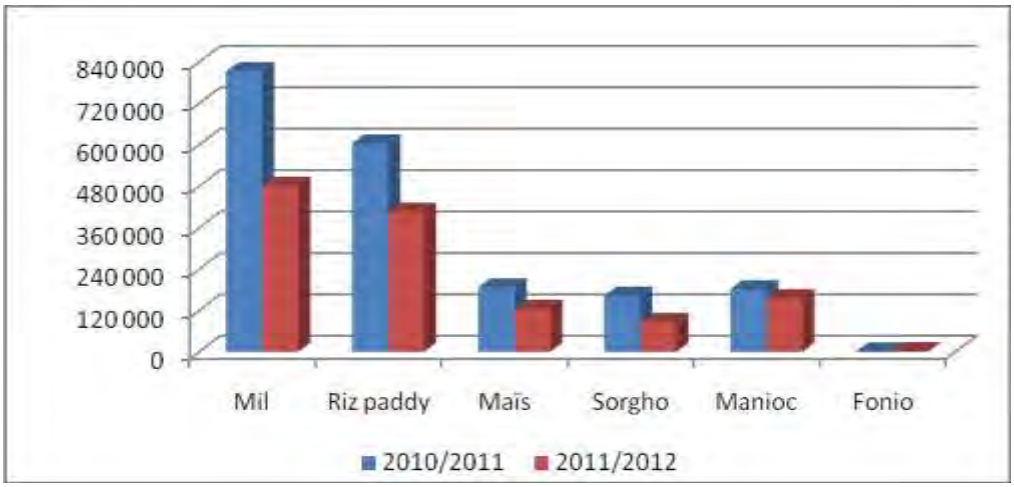


Source : DAPS/EAA 2011

IX.3.2. AGRICULTURE VIVRIERE

La production de céréales s'est repliée de 37,8%, sous les effets conjugués de la baisse des superficies emblavées et des rendements. En effet, en dehors du fonio qui a enregistré une amélioration de la production (+26,3%), due à un accroissement des superficies (+48,5%), les autres spéculations céréalières, notamment le riz (-32,8%), le mil (-40,9%), le sorgho (-46,6%) et le maïs (-33,5%), ont vu leur niveau de production chuter par rapport aux résultats de la campagne précédente.

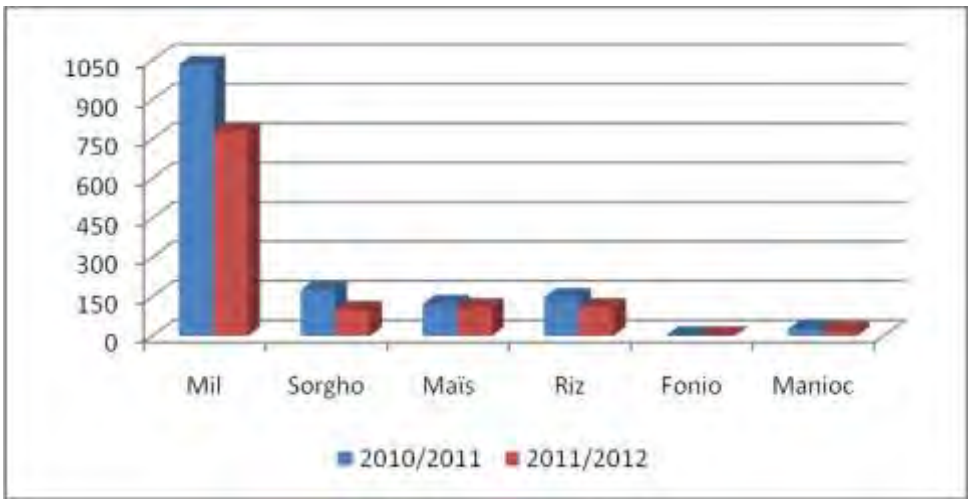
Graphique 9.6 : Productions de l'agriculture vivrière (en tonnes)



Source : DAPS/EAA 2011

La production de manioc a chuté de 14,5%, du fait d'une baisse des superficies (-18,0%), atténuée toutefois par la hausse des rendements (+4,2%). En outre, la production de niébé s'est repliée de 42,5%, en liaison avec la réduction de 26,3% des superficies et de 22,0% des rendements.

Graphique 9.7 : Evolution des superficies emblavées de l'agriculture vivrière (en milliers ha)



Source : DAPS/EAA 2011

IX.3.3. COMMERCIALISATION

Depuis 2006, les quantités d'arachides commercialisées et destinées aux huileries ne suivent plus les capacités de transformation des industries. Les quantités achetées par les industries sont limitées, en général à 300 000 tonnes, par les ressources financières prévues par l'Etat pour soutenir le prix au producteur. Toutefois, pour la campagne de commercialisation 2011-2012, le prix d'un kilogramme d'arachide, indexé sur le cours mondial, n'a pas été subventionné. En effet, le prix fixé par le

Comité National Interprofessionnel de l'Arachide (CNIA) est de 175 FCFA/Kg. L'Etat a jugé ce prix assez rémunérateur par rapport aux prix des campagnes précédentes.

Les prix au producteur ont été fixés à 159 FCFA le kilogramme pour le **riz paddy**, 57 FCFA pour la **tomate industrielle** et 255 FCFA pour le **coton**.

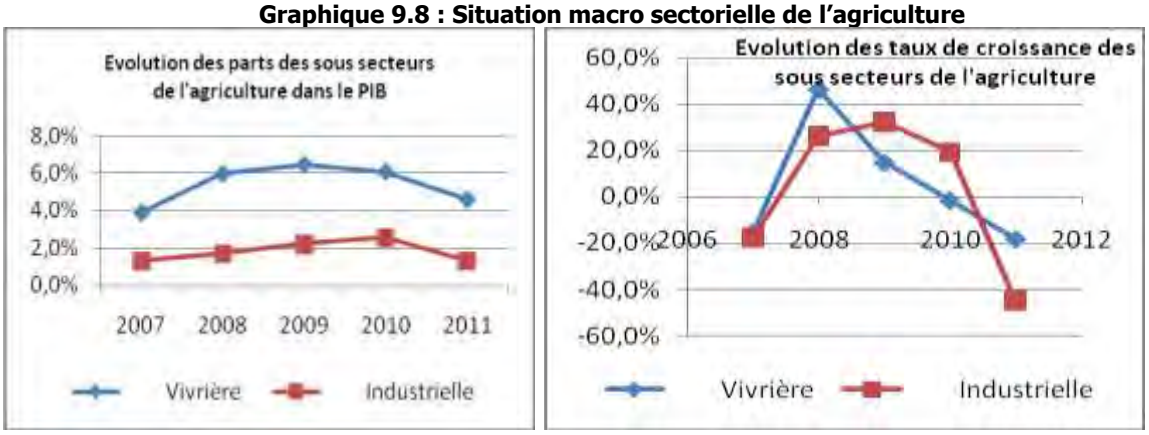
IX.3.4. PERFORMANCES MACROECONOMIQUES

La campagne agricole 2011 a été affectée par la mauvaise saison hivernale ainsi que la baisse des intrants distribués aux agriculteurs. Cette situation s'est traduite par une chute du taux de croissance du secteur agricole (-27,8%). De manière spécifique, les valeurs ajoutées à prix constants des branches "agriculture vivrière" et "agriculture industrielle et d'exportation" ont enregistré, respectivement, des replis de 18,3% et 45,1% par rapport à 2010. Le poids de l' "agriculture vivrière" dans le PIB nominal s'élève à 4,6% contre 6,1% en 2010 et celui de l' « agriculture industrielle et d'exportation » à 1,3% contre 2,5% en 2010.

En définitive, la contribution de l'agriculture (agriculture vivrière et agriculture industrielle et d'exportation) à la croissance du PIB décline de 2,7 points, passant de 0,4 point en 2010 à -2,3 points en 2011.

Le repli du secteur agricole s'explique par la baisse des productions de toutes les grandes spéculations, en rapport avec la mauvaise pluviométrie.

Graphique 9.8 : Situation macro sectorielle de l'agriculture



Source : ANSD/juillet 2012

IX.3.5. SECURITE ALIMENTAIRE

L'analyse du bilan céréalier prévisionnel 2011/2012 laisse apparaître une production nationale céréalière insuffisante pour couvrir les besoins. Les disponibilités nationales céréalières (production nette + stock initial) sont évaluées à 969 821 tonnes pour

des besoins estimés à 2 525 430 tonnes, soit une couverture de 38,4% représentant cinq (05) mois des besoins estimés. En tenant compte des intentions d'importation de céréales (1 285 000 tonnes) et des aides alimentaires (21 200 tonnes), le solde net du bilan dégage un déficit de 249 409 tonnes. Par rapport à la consommation annuelle céréalière normale, fixée à 185 kg/habitant par l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), ce déficit signifie que chaque Sénégalais[32] doit supporter une diminution de sa consommation de 19,5 kg/an.

Conclusion

Le Gouvernement a poursuivi son initiative volontariste dans le secteur agricole à travers la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA IV). Des efforts ont été consentis, dans une moindre mesure et tardivement, dans la mise en place d'intrants. De plus, la campagne agricole de 2011 a été caractérisée par une mauvaise pluviométrie. Cette situation a entrainé une forte diminution des récoltes qui s'est traduite par un taux de couverture d'environ 38,4% des besoins céréaliers du Sénégal.

Sur le plan économique, la contreperformance de l'agriculture a entraîné une baisse de 24,4% de la valeur ajoutée en volume du secteur primaire et une chute de son poids dans l'économie (6,1% du PIB en valeur en 2011 après 8,5% en 2010).

Aussi, ces résultats montrent-ils l'importance de réduire le degré de vulnérabilité à la pluviométrie, à travers la promotion de l'agriculture irriguée. En outre, pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, le Sénégal doit penser à améliorer la productivité, renouveler le parc de matériel agricole et reconstituer le capital semencier.

[32] La population sénégalaise est estimée à 12 770 000 en 2011.